



FÉDÉRATION
DES FINANCES 67

CDAS 67 du 19/05/21

DECLARATION LIMINAIRE

Madame la Présidente,

En cette période plus que difficile pour nous tous, **FO Finances 67** souhaite tout d'abord remercier la déléguée départementale, les médecins de prévention successifs, l'infirmière de prévention, les assistants sociaux et les correspondants sociaux pour le travail réalisé au quotidien.

Le réseau départemental de l'action sociale subit des attaques depuis plusieurs années : suppression de postes d'assistants de délégations, mise en place des services régionaux d'appui (ex-correspondants CHORUS), et ailleurs, non renouvellement de postes de délégués, incitation à réintégrer les services, intérim par des délégations voisines...

Mais cela ne suffit pas, apparemment, puisque dans le domaine de l'action sociale, aussi, notre ministère fait le choix de continuer de réformer, à marche forcée.

Comme si la crise sanitaire ne suffisait pas à occuper les services, ni ne générerait d'activités supplémentaires, ni ne compliquait l'accomplissement des missions, y compris au niveau de l'action sociale.

Pour **FO**, dans le cadre de la crise sanitaire, les réformes touchant l'action sociale aurait aussi dû, à minima, être reportées.

FO FINANCES 67 :

- continuera de défendre l'action sociale ministérielle, quoi qu'il en coûte !
- revendique une action sociale de qualité, de proximité avec un budget conséquent,
- s'oppose à la régionalisation du réseau de l'Action Sociale, nouveau démantèlement du réseau, qui va à l'encontre des intérêts sociaux de tous les agents et induit une perte d'autonomie des délégations, ne leur permettant plus d'exercer leurs missions dans le respect des prérogatives initiales,
- combat la vente des résidences EPAF, biens communs de tous les agents du ministère,
- rejette une gouvernance regroupant les 7 associations, notamment EPAF, ALPAF et AGRAF,
- **combattr**a toute tentative d'individualisation des prestations et d'interministérialisation de l'action sociale.
- s'oppose à la baisse des budgets de l'action sociale.

FO FINANCES 67 s'inscrit dans les pas des Fédérations nationales qui exigent le retrait de ces projets destructeurs.

Dans un contexte particulièrement dégradé des conditions de travail, il est intolérable de fragiliser l'action sociale, élément essentiel de cohésion sociale.

Pourtant, la crise Covid a démontré, s'il le fallait encore, toute la nécessité et l'importance d'un réseau d'action sociale départemental.

Pour **FO**, l'action sociale doit rester au plus près des agents et des services, pour répondre au mieux à leurs attentes, et avec un budget conséquent.

Nous avons la chance dans le Bas-Rhin d'avoir un panel d'activités riche et diversifié, proposé à tous. Nous savons aussi notre chance d'avoir un dialogue social nourri et constructif concernant l'Action sociale qui permet d'élever le débat et d'asseoir les meilleures décisions.